

Les élus du 93, 95 et 77 manifestent pour défendre le Grand Paris Express



Paris (VIIe), jeudi 12 octobre. Des dizaines d'élus manifestent ce jeudi matin pour le respect des tracés et des délais du Grand Paris express. **LP/Grégory Plesse**



Ils veulent défendre le planning de construction et le tracé des lignes 16, 17 et 18 du futur supermétro.

Ils viennent du Val-d'Oise, de Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne : des dizaines d'élus - maires et sénateurs - manifestent ce jeudi matin à Paris, devant Matignon (VIIe) pour demander le respect du [tracé et des lignes 16,17 et 18 du Grand Paris Express](#).

« La ligne 17 est essentielle pour notre territoire car elle permet d'accéder à la plateforme aéroportuaire de Roissy et son gisement d'emplois. Elle doit aussi désenclaver toute la zone périurbaine du 77 mais aussi l'est du Val-d'Oise, le sud de l'Oise et aussi l'Aisne », rappelle le sénateur PS de Seine-et-Marne Vincent Eblé.

Dans le cortège, bloqué par la police à quelques centaines de mètres de Matignon, Olivier Klein, le maire PS de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) est également venu rappeler que « la ligne 16 est complémentaire de la 17. Elle désenclavera une partie du 93 très mal desservie en transports en commun ».

« Cela fait des années que l'investissement public est totalement défaillant sur notre territoire. L'Etat ne tient pas ses engagements et dans le même temps on nous dit d'arrêter de prendre notre voiture », tonne Clémentine Autain, députée de la 11e circonscription de Seine-Saint-Denis.

« C'est inacceptable, juge pour sa part la présidente du conseil régional d'Ile-de-France Valérie Pécresse. Ile-de-France mobilités a voté un vœu à l'unanimité pour demander le respect des délais du Grand Paris express. C'est fondamental pour le développement économique de notre région. »

Lundi, une délégation de l'association des collectivités du Grand Roissy* (ACGR) avait été reçue par le conseiller technique Transports du président de la République et du Premier ministre, mais les élus n'avaient pas obtenu de « garanties suffisantes ».

En marge de la manifestation, une petite dizaine d'opposants au projet immobilier Europa City, sur le territoire du Triangle de Gonesse (Val-d'Oise), ont donné de la voix pour dénoncer le projet de la ligne 17 avec ce slogan : « Non à la gare au milieu des champs ! »

* L'association représente quelque 820 000 habitants et trois départements (Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis et Val-d'Oise), trois intercommunalités (42 villes de la CA Roissy-Pays de France, vingt villes de la CC Plaines et Monts de France, huit villes de l'EPT 7 Paris Terres d'Envol) ainsi que Clichy-sous-Bois, Livry-Gargan et Montfermeil.

Grégory Plesse

leparisien.fr